



En réponse à la lecture de la déclaration liminaire intersyndicale sur la recrudescence des suicides et tentatives de suicide à la DGFIP (16 suicides et 18 tentatives de suicide depuis le 1^{er} janvier), les représentants des Organisations Syndicales (OS) ont insisté sur l'importance d'un aspect préventif plutôt que curatif.

Le Président a indiqué qu'en cas de suicide ou tentative de suicide sur le lieu de travail ou hors les murs, une enquête serait obligatoirement mise en place.

Les représentants des OS ont précisé que c'était la Formation Spécialisée qui décidait ou pas de l'engagement de cette enquête.

L'intersyndicale a rappelé au Président du CDAS qu'elle regrettait les propos du ministre des Finances et de la Directrice Générale des Finances Publiques qui rejette en bloc le rôle de la vie professionnelle dans la vague de suicides à la DGFIP.

L'intersyndicale rappelle que la situation des agents s'est fortement dégradée ces dernières années notamment en raison des suppressions d'emplois, restructurations de services et d'un management nocif.

S'agissant du compte rendu d'activité annuel du service social de Seine-Maritime, les assistantes sociales ont souligné que dans leurs interventions, elles avaient observé des situations nouvelles, notamment une détresse plus grande et une santé mentale plus fragile des jeunes agents.

Le Président indique qu'il y a une préoccupation grandissante sur les problèmes de « santé mentale » de certains agents et informe que s'agissant de la DGFIP, un poste d'inspecteur divisionnaire serait créé sur ce sujet spécifique.

Il a été précisé qu'un groupe de travail sur la « santé mentale des agents » serait mis en place en 2026.

Selon le Président, les nouveaux locaux à ROUEN et la rénovation de l'accueil à venir de l'Hôtel des finances du HAVRE est un facteur contribuant au bien être des agents.

Cependant l'intersyndicale a alerté le Président du CDAS que certains animaux nuisibles avaient été observés à la cité administrative rénovée de Rouen (souris, rats, tigres de platane).

La réponse du Président nous a laissé dubitatifs « il y en a dans les rues de Rouen mais moins qu'à Paris ».

On fait quoi ? Un atelier participatif de chasse aux rats ?

S'agissant de la protection sociale complémentaire et de la mise en place d'Alan, les services RH DGFIP ont précisé qu'une journée d'information en présentiel à la DGFIP serait organisée le 4 décembre 2025 au Havre et le 9 décembre 2025 à la cité administrative de ROUEN.

L'intersyndicale s'interroge sur les dates retenues de la réunion postérieures à la date de choix de la prestation (31 octobre 2025).

Les services RH DGFIP ont indiqué qu'un courrier serait envoyé à partir du 6 octobre et jusqu'en fin de mois pour les agents en congés maladie. De plus, ils ont indiqué qu'il faudrait résilier l'ancien contrat de sa mutuelle en temps et en heure au risque d'être doublement prélever.

L'intersyndicale est intervenue pour souligner l'absence d'informations des agents en maladie concernant le changement de mutuelle et les futurs prestataires ALAN et GMF.

RESTAURATION

- DGFIP – ESI : fermeture du restaurant de l'Apave fin 2026 – début 2027 : la déléguée de proximité indique qu'une solution était recherchée activement.

A Dieppe pour la DGFIP, aucune solution de restauration collective n'a été trouvée pour l'instant.

- A l'AGRIA, des rénovations (stand grillade, laverie, sols) sont prévues (plan pluri-annuel d'investissement) en fin d'année. Fermeture la semaine de Noël (du 22 au 26/12)

DEPART DU DELEGUE REGIONAL et de la DELEGUEE DE PROXIMITE

Le délégué Régional démissionnaire est remplacé mais sa prise de poste effective, faute de budget, n'est pas possible pour le moment.

S'agissant de la déléguée de proximité qui prend sa retraite, les fiches de poste ont été diffusées et 25 candidats ont postulé : la période de candidature a été prolongée de 15 jours.

Seul le secrétariat Général décidera du choix du nouveau délégué de proximité.

DEMENAGEMENT

La Délégation de l'Action Sociale (médecins de prévention, infirmière, assistantes sociales, Inspecteur Santé et Sécurité au Travail, l'Animatrice de la Politique Ministérielle de Prévention - APMP, les délégués de proximité) arrive dans la cité administrative de ROUEN : le déménagement est prévu les 4 et 5 novembre 2025.

Les économies réalisées de la location pour la part DGFIP des locaux iront dans un fond d'action pour l'amélioration des conditions de vie à la DRFIP.

Le Président a indiqué qu'une signalétique sera mise en place à destination des agents extérieurs afin de les orienter vers les services de l'action sociale !!!

CONCERNANT LES CREDITS D'ACTION LOCALE (CAL) :

- SORTIES PROPOSÉES par le CDAS en 2024: Bilan très positif des différentes sorties proposées comme Giverny, Le port du Havre, les billetteries de parcs par l'Action sociale en 2024.

- PETITE ENFANCE : Les berceaux sont au nombre de 18 places, réparties sur la région.

- L'ARBRE DE NOEL : En 2025, 776 enfants bénéficiaires pour le moment (jouets ou e-cheque cadeau). En 2024, il y a eu 953 enfants bénéficiaires.

- AUTRES INFORMATIONS DE L'ACTION SOCIALE :

Les OS indiquent que les chèques sport-finances et chèques famille-finances sont peu utilisés, car le nombre de prestataire les acceptant est trop limité.

Les Demandes de Prêt Alpag sont en net augmentation en 2024 .

A noter : 75 entretiens avec des psychologues ont été réalisés avec les fonds du CDAS en 2024.

S'agissant du budget 2025, il reste des fonds qui vont permettre la mise en place d'une sortie « Paris en Liberté » pour fin 2025.

L'intersyndicale a demandé que l'heure de départ des cars du Havre soit moins matinale.

Le prochain CDAS se tiendra le 27/11/2025 et le dernier CDAS de la déléguée de proximité avant son départ en retraite.